



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

11 août 2016

La manifestation prévue pour le 19 août prochain et initiée par le mouvement de l'opposition « Antso ho Fanavotam-pirenena » retient l'attention des quotidiens parus aujourd'hui. Les leaders de la plateforme AFP ont effectivement fait part à la presse de leur détermination à renverser le régime Rajaonarimampianina par la rue et ce, dans les meilleurs délais. Par ailleurs, les habitants de Soamahamanina ont repris les contestations afin de s'opposer aux tentatives de médiation entreprises par les autorités locales, réclamant de manière intransigeante le départ définitif de la compagnie chinoise de la Région Itasy.

## Politique interne

### OPPOSITION : L'AFP PREVOIT UNE MANIFESTATION POPULAIRE SUR LA PLACE DU 13 MAI

*Le mouvement dénommé « Antso ho Fanavotam-pirenena » (AFP), traduit littéralement Appel pour le salut de la Nation, figure parmi les premiers à avoir manifesté son opposition à la gouvernance et au régime Rajaonarimampianina en général. En effet, face à la presse le 22 juin dernier, la plateforme avait lancé un ultimatum d'un mois au Président de la République pour quitter le pouvoir. L'échéance arrivant à termes, l'AFP revient à la charge, à l'occasion d'une rencontre avec la presse qui s'est tenue hier à Andavamamba. A cette occasion, Faniry Razafimanantany et consorts ont fermement dénoncé la politique de la sourde oreille favorisée par l'Etat face aux différentes revendications et aux cris de détresse de la population qui subit une pauvreté extrême. Pour le mouvement « Antso ho Fanavotam-pirenena », le régime HVM est l'unique responsable de tous les maux de la société et de la situation de paupérisation actuelle et par conséquent, il est urgent de « renverser le pouvoir en place afin de mettre rapidement fin aux souffrances de la population ». Pour y parvenir, l'unique solution est la descente dans la rue avec comme unique objectif le renversement du Chef de l'Etat et la remise des pleins pouvoirs au Président du Sénat, comme le stipule la Constitution. L'AFP appelle ainsi les simples citoyens, politiciens, la société civile et tous les Malgaches dans son ensemble à prendre part à la manifestation de rue qu'il prévoit d'organiser le vendredi 19 août prochain sur la place du 13 mai à Analakely. Au regard des discours tenus hier, la tenue de cette manifestation s'apparente à un forcing dans la mesure où d'une part, les leaders du mouvement ont déclaré ne pas avoir besoin d'autorisation de la part des autorités, ne prévoyant d'ailleurs pas d'en solliciter et d'autre part, disent s'attendre à toute éventualité, affirmant ne pas craindre la répression. Plusieurs personnalités politiques, notamment de la Transition, ont été présentes à cette conférence de presse, pour ne citer que l'ancien ministre de la Sécurité intérieure Organès Rakotomihantarizaka, l'ancien parlementaire Théodore Ranjivason ou encore l'opposante Lalatiana Ravololomanana (Midi Madagasikara p.11, L'Express de Madagascar p.5 ; Madagascar Matin p.3, Tia Tanindrazana p.2-3)*

- *De l'opinion de Midi Madagasikara, cette manifestation présente des chances de ne pas être boycottée par la population tananarivienne car l'initiative sera certainement*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



rejointe par les autres mouvements de contestation, compte tenu des personnalités politiques présentes hier à Andavamamba. (P.11)

- Dans une intervention dans le journal **Madagascar Laza**, le député Anthelme Ramparany soutient que les ruptures constitutionnelles qui se sont produites dans la Grande île n'ont fait que favoriser le recul de Madagascar du point de vue économique. L'ancien ministre de l'Elevage estime par conséquent que l'alternance démocratique constitue la solution pérenne garantissant le développement (p.3)
- Selon les meneurs de ce mouvement, il n'y a point besoin de demander une autorisation car le pouvoir appartient au peuple et il va le reprendre ce jour-là. Ils sont d'ailleurs certains du refus systématique d'une telle demande raison pour laquelle ils estiment que cette procédure s'avère inutile. De l'avis de **Madagascar Matin**, « une averse de grenades lacrymogènes est attendue à cette date sur l'Avenue de l'Indépendance » (p.3)
- **La Gazette de la Grande île** s'attend à ce que les chefs militaires fassent du zèle ce jour-là car « la répression d'une manifestation peut valoir de rapides avancements en grade » (p.3)

## Economie et société

### AFFAIRE ALAIN RAMAROSON, LA PARTIE PLAIGNANTE INTERPELLE LE PROCUREUR GENERAL DE LA COUR D'APPEL

S'étant faite discrète depuis la forte médiatisation du conflit d'héritage ayant abouti à la détention provisoire du politicien Alain Ramaroson, la partie plaignante a tenu à s'exprimer sur la situation à travers un communiqué de presse. Cette initiative vise principalement à lever le doute sur une éventuelle connotation politique de l'affaire et surtout, à interpeller le Procureur Général de la Cour d'Appel (PGCA), par rapport sa récente intervention médiatique durant laquelle il a rapporté l'existence d'un testament. Dans un premier temps, André Ramaroson ainsi que les héritiers de feu Rolland et Gaston Ramaroson ont apporté davantage de précisions concernant les tenants et aboutissants de la poursuite judiciaire engagée, en l'occurrence sur le fait que les biens immobiliers faisant l'objet de litiges constituent l'héritage familial de leur mère et non de leur père « commun ». L'ancien parlementaire ne devrait par conséquent avoir aucun droit de regard sur cet héritage. Ils précisent également qu'une tentative de règlement du litige à l'amiable a été faite au préalable mais en vain, d'autant plus qu'il a été révélé par les occupants ainsi que le service des domaines que les documents qui légitiment les opérations de vente et de location ont été « expressément » produits par l'ancien parlementaire. Le communiqué semble également interpeller le PGCA par rapport à sa déclaration aux médias concernant l'existence d'un testament qui, s'il s'avère authentique, donnera raison à Alain Ramaroson. Les plaignants ont ainsi tenu à lui répondre concernant le caractère parfaitement fondé de leurs prétentions et à lui rappeler que le principe du secret d'une instruction en cours n'autorise pas que l'on exhibe des pièces de procédure. Ils demandent ainsi à ce que « l'on n'influence pas le cours de l'instruction ». A la fin du communiqué, les héritiers des demi-frères d'Alain Ramaroson ont tenu à préciser que leur action en justice ne présente aucun lien avec les activités politiques de l'ancien ténor de la Transition, ni avec la disparition tragique de l'ancienne ministre de la Population et non moins nièce Nadine Ramaroson (L'Express de Madagascar p.3 ; La Vérité p.2 ; Madagascar Laza p.2 ; La Vérité p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



- **La Gazette de la Grande île** interprète l'intervention du Procureur général comme une stratégie visant à attester que le régime n'est pour rien dans cette arrestation d'un opposant, compte tenu de son « impopularité actuelle ». En tant que magistrat du ministère public, il se doit effectivement d'exécuter les ordres de ses supérieurs hiérarchiques contrairement aux magistrats du siège dont l'indépendance est garantie par la Constitution (p.3)

## SOAMAHAMANINA, LES CONTESTATIONS SE POURSUIVENT

L'arrêt des activités d'exploitation aurifère de la société Juxing Mines, ordonné par l'Etat, n'a apparemment pas satisfait la population de la Commune rurale de Soamahamanina, qui a une fois de plus manifesté son opposition à ce projet hier. Il a effectivement été convenu de la tenue d'une réunion entre le préfet de la Région Itasy et la population locale en vue d'une tentative de médiation mais l'autorité locale a fait faux bond tandis que les habitants l'avaient attendu de pied ferme avec des banderoles. Selon Pierre Robson, représentant de l'association Vona, ce n'est pas la suspension des opérations d'exploitation que les habitants réclament mais plutôt l'arrêt définitif du projet et le retrait de la compagnie chinoise. Le président de l'association de préciser qu'aucun terrain d'entente ne pourra être trouvé dans le cadre de ce conflit et par conséquent, les tentatives de médiations du préfet de Région sont et seront vaines. Le prochain rendez-vous est prévu dans une semaine, la population promet de revenir avec leur banderole. Du côté de la société chinoise, un responsable a indiqué que les travaux sont actuellement suspendus et ce, malgré la demande des ouvriers de reprendre le travail. (L'Express de Madagascar p.6, L'Observateur p.2)

- **Les Nouvelles** rappelle qu'un comité interministériel a été mis en place afin de réexaminer le dossier relatif à cette exploitation ainsi que ses éventuels impacts sociaux, environnementaux, culturels ou encore économiques. Toutefois, aucune communication sur les résultats n'a été faite, ce qui amène la population de Soamahamanina à soupçonner une velléité d'étouffer la contestation (p.2)
- Dans leurs prises de parole, les habitants ont affiché leur hostilité vis-à-vis du préfet de la Région Itasy qu'ils considèrent comme « le chef des gardiens des Chinois ». **Madagascar Matin** soutient que les actions de médiation de cette autorité locale ne sont en réalité qu'une « tournée dans les fokontany dans le but d'amadouer les fervents opposants à l'exploitation et de graisser les pattes des chefs fokontany ainsi que des familles plus vulnérables » (p.4)
- **La Vérité** craint que ces tournées de médiation dans les fokontany des autorités locales ne soient que des prétextes pour justifier la reprise des activités d'exploitation, étant certain d'ailleurs que l'Exécutif fasse l'objet d'une pression de la part des Chinois. Il rapporte également les déclarations des manifestants qui affirment que ces émissaires font tout pour que la population locale accepte les appuis de la compagnie minière chinoise, notamment la dotation de matériels et la construction d'infrastructures. Certains se sont plaints d'avoir même fait l'objet de menaces (p.3)

## Processus électoral

## LA CENI PREPARE LE TERRAIN POUR LA VENUE DES EMISSAIRES DES

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## NATIONS UNIES

Madagascar avait sollicité la communauté internationale en général et les Nations-Unies en particulier afin de l'appuyer dans le processus électoral, notamment les élections présidentielles de 2018. A cet effet, une mission d'évaluation électorale a été dépêchée dans la Grande île au mois d'avril 2016, aboutissant à un accord pour l'appui dans la gestion des échéances électorales. Une mission d'experts est attendue pour la fin du mois d'août, qui sera cette fois chargée de formaliser ce soutien. Pour ce qui est de la partie malgache, la Commission électorale devra fournir un premier document définissant les travaux préalables et qui serviront de base pour la détermination des financements nécessaires pour ces scrutins. Elle devra également participer à la mise en place de la plateforme de concertation des parties prenantes aux élections, qui a pour but de coordonner les actions afin de parvenir à des élections libres et crédibles et qui est constituée de la société civile, de l'administration publique, de la presse, des entités politiques et de la CENI. Dans ce contexte, une première réunion avec les institutions publiques concernées par les élections est prévue se tenir ce jour au siège de la Commission électorale. Les représentants du ministère de la Justice, du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et de la Haute Cour Constitutionnelle échangeront donc avec les membres de la CENI concernant la mise en place de cette structure (**Midi Madagasikara p.12, Madagascar Laza p.3**)

### Un peu d'humour



### La Gazette de la Grande île p.2

**Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :**  
Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)  
Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrazaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrazaka@eces.eu)  
Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

